



Aidspan

Independent observer
of the Global Fund

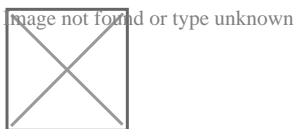
LE FONDS MONDIAL DANS L'ŒIL DU CYCLONE FINANCIER EN 2014

Le Fonds mondial a confiance dans sa capacité à faire face à la tempête actuelle sur le marché des changes, au raidissement observé dans le système bancaire international et à des besoins financiers supplémentaires en raison d'une durée des subventions raccourcie, sans que cela n'entraîne une quelconque interruption dans les prestations de services d'ici la fin de la période d'allocation 2014-2017.

La forte baisse de certaines devises mondiales par rapport au dollar américain, qui, lui, est resté solide jusqu'à maintenant, a entraîné pour le Fonds mondial une perte d'environ 300 millions de dollars sur les contributions effectuées dans les devises concernées. Le Fonds est « très exposé » à ces fluctuations car, ne possédant ses propres comptes bancaires, il n'est techniquement pas en mesure de se couvrir contre les variations de change et la baisse des taux d'intérêt. C'est ce que les groupes constitutifs du Conseil d'administration ont pu entendre lors de la 33^e réunion du Conseil qui s'est tenue le 31 mars dernier.

L'exposition du Fonds mondial au risque de change se situe à deux niveaux : d'abord au niveau du Secrétariat, lorsque les engagements sont transformés en contributions dans plusieurs devises différentes, puis décaissés au profit des pays ; ensuite au niveau des pays eux-mêmes, lorsqu'une devise mondiale ? comme le dollar américain ? est converti dans la monnaie locale.

Le tableau 1 montre la répartition des entrées et sorties de devises.



« Les contributions nous arrivent à un certain taux et les décaissements sont effectués à un taux différent, ce qui entraîne un déséquilibre structurel », a expliqué le directeur financier Daniel Camus. « Nous menons une bataille permanente contre la fluctuation des devises. »

Avec la Banque mondiale comme administrateur, le Fonds mondial ne dispose pas d'une marge de manœuvre lui permettant de réagir aussi rapidement qu'il le souhaiterait aux fluctuations des marchés financiers mondiaux. « Nous ne travaillons pas en vase clos », a expliqué M. Camus au Conseil d'administration. « Nous sommes affectés par ce qui se passe sur les marchés mondiaux. »

Ainsi, malgré « la réactivité et la réceptivité » dont fait preuve le Fonds mondial, celui-ci est toujours à la recherche d'une institution bancaire prête à l'accueillir comme client, et ce depuis plus d'un an. Le problème est en partie lié au fait que le Fonds opère dans de nombreux pays qui non seulement présentent des risques sur le plan financier, mais qui parfois figurent sur une liste de pays dans lesquels dépôts et transactions sont interdits. Cela a éliminé d'emblée un certain nombre d'institutions bancaires basées aux États-Unis, dans la mesure où ce pays a une réglementation très stricte concernant les partenaires commerciaux potentiels des banques américaines.

En attendant, au sein des propres structures financières du Fonds, une rigueur et une discipline financière nouvelles ont été mises en place afin que l'institution dans son ensemble soit aussi solide que possible de manière à pouvoir surmonter les chocs extérieurs.

Soixante-dix pour cent des engagements pris au titre de la 4^e reconstitution des ressources se sont concrétisés, garantissant ainsi la disponibilité des 10,3 milliards de dollars nécessaires pour financer les notes conceptuelles examinées par le Comité technique d'examen des propositions pendant les périodes de soumission 1 à 5. Cela représente 150 notes conceptuelles, soit environ les trois quarts des 226 notes qui devraient être présentées dans le cadre du nouveau modèle de financement. Les notes conceptuelles examinées ont pour l'instant donné lieu à la signature d'accords de subventions pour un montant de 2,5 milliards de dollars. La signature de ces accords se fait à un rythme légèrement plus lent que ce qui avait été envisagé l'an dernier. À la fin de l'année 2014, le Fonds avait 4,4 milliards de dollars à sa disposition, dont 3,3 milliards provenant de recettes, soit le même montant que l'année précédente.

Ici aussi se posent des problèmes issus d'anciennes pratiques de gestion financière en vigueur dans l'institution : les soldes de trésorerie élevés, en particulier dans les pays à fort impact, ont pour conséquence une moindre flexibilité au sein du portefeuille pour transférer les fonds en fonction des besoins. Soixante pour cent des réserves de trésorerie situées en dehors du Secrétariat se trouvaient dans quelques pays à fort impact et à risque élevé.

Cela est risqué pour deux raisons. D'une part, parce que les soldes de trésorerie des pays sont dépendants des fluctuations des taux de change, du vol et de la fraude, et d'autre part parce que cela veut dire que l'argent n'est utilisable que dans un seul pays et qu'il n'y a donc pas cette souplesse permettant de verser de l'argent selon les besoins.

À l'avenir, le Fonds devra « normaliser sa procédure de versement aux pays » afin d'éviter des situations comme celle que l'on a connue fin 2013, lorsqu'il a fallu verser un total d'un milliard de dollars à divers pays sur une période de deux semaines.

Les effets de la durée plus courte des subventions et les 1,1 milliards de dollars manquant de manière

temporaire pour garantir la continuité des services dans les pays concernés par cette durée raccourcie ont été minimisés par M. Camus et d'autres au sein du Secrétariat au cours de leurs présentations devant le Conseil d'administration.

Le pic de 1,8 milliard de dollars prévu en novembre 2014 correspondait à un « scénario catastrophe ». Celui-ci a été atténué en regardant de plus près les subventions dont la durée pouvait être raccourcie, grâce à une « évaluation plus stricte des déficits de financement » entreprise dans le cadre de l'examen des notes conceptuelles par le Comité technique d'examen des propositions et le Comité d'approbation des subventions.

« Nous avons effectué un gros travail de sorte à pouvoir mieux prévoir l'impact du raccourcissement de la durée des subventions », a indiqué M. Camus. « Maintenant que la plupart des notes conceptuelles ont été présentées, nous serons en mesure d'améliorer nos prévisions. »

Il y a bon espoir que ce déficit de financement diminue encore davantage. Cela dit, on ne voit pas encore clairement quelles seront les sources qui permettront de combler ce déficit, quelle qu'en soit l'importance, au-delà de modestes réductions de coûts, de gains d'efficacité limités et des taux d'absorption traditionnellement faibles observés dans d'autres pays.

[Read More](#)
